

Eitka plaide pour des échanges financiers plus responsables et plus transparents

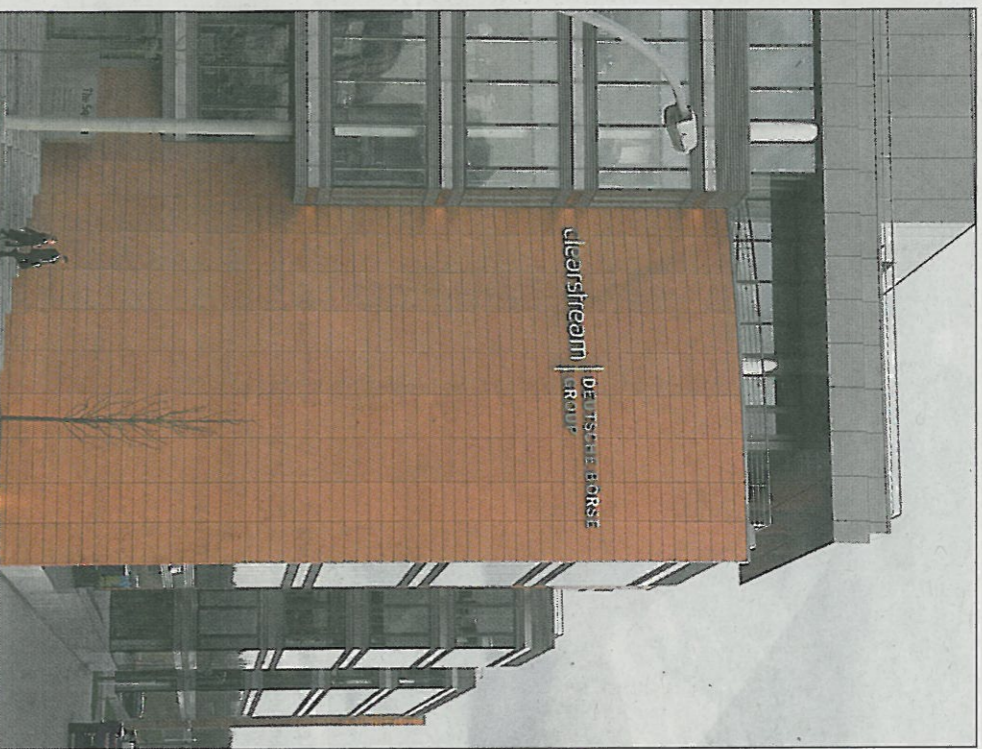
Refaire le monde des affaires

En pleine crise financière, le moment n'a jamais été aussi propice à une réforme en profondeur du système régulant les échanges financiers selon l'asbl Eitka. Dégue des conclusions du G20, l'asbl, qui regroupe une dizaine d'associations, propose ses propres pistes pour permettre des échanges plus transparents et surtout empreints de plus de responsabilités. Des propositions qui concernent également le Grand-Duché puisqu'Eitka plaide notamment pour une harmonisation fiscale au sein de l'UE.

■ Constituée d'une dizaine d'associations telles que Action solidarité tiers-monde (ASTM), Caritas ou encore Demeter, Eitka milite depuis de nombreuses années déjà pour un mode de financement alternatif, favorisant les projets respectueux de l'environnement et répondant à des critères sociaux.

Un sujet qui a rarement été aussi actuel qu'en pleine crise financière. Pourtant la tournure des événements ne satisfait pas les activistes, à la lumière du récent G20 qui est qualifié «d'opération cosmétique ne servant qu'à redorer le lustre du système économique et non à le réformer» par Gaspard Denis du Centre national de coopération au développement (CNCD) de Bruxelles. Ce dernier a été invité par Eitka à l'occasion de la diffusion en avant-première du film *let's make money* mardi à Luxembourg, documentaire traitant de la mondialisation financière.

L'occasion de formuler des revendications communes, à commencer par inciter les banques à se concentrer sur leur métier de



Eitka plaide pour que les chambres de compensation Clearstream et Euroclear passent sous tutelle publique afin de permettre une transparence des échanges financiers

base, c'est-à-dire permettre le financement d'activités de long terme. Et afin de favoriser ces investissements à long terme, Eitka propose également d'introduire une taxe sur les flux financiers. Celle-ci doit décourager les allers-retours purement spéculatifs sans trop pénaliser les investisseurs traditionnels.

Eitka et le CNCD plaident encore pour fixer des limites d'en-

dettement pour les établissements financiers, de sorte que les éventuelles faillites ne menacent pas le système dans son entier.

Balayer chacun devant sa porte

Concernant les paradis fiscaux, Eitka et le CNCD estiment que ceux-ci causent une fuite de capitaux depuis les pays en voie de développement. «Une ma-

rité de ces centres financiers sont en Europe, dont le plus grand est à Londres», estime Gaspard Denis, soulignant toutefois que le but n'est pas de pointer du doigt des places financières en particulier, mais d'arriver à une harmonisation fiscale en Europe.

«Tous les Etats membres doivent balayer devant leur propre porte», poursuit Gaspard Denis, sous-entendant que le Luxembourg, comme la Belgique et l'Autriche, devrait renoncer à leur système de retenue à la source. Une fois cette harmonisation fiscale devenue réalité, taxes importantes sur les flux financiers issus de paradis fiscaux extérieurs à l'Union, les rendant dès lors inintéressant.

Mais Eitka ne compte pas en rester à ces propositions, elle suggère également de mettre sous tutelle publique les agences Clearstream, Euroclear et la société Swift. «Il s'agit de trois outils d'étranglement qui représentent un passage obligé pour tous les flux financiers», explique Jean-Sébastien Zippert, coordinateur pour Eitka. Diriger ces trois instances reviendrait dès lors à contrôler toutes les opérations et permettre enfin une transparence des marchés financiers.

Des objectifs qui peuvent paraître lointains à l'heure actuelle, mais qu'Eitka juge plus que nécessaires: «Les plans de conjoncture élaborés actuellement pour faire face à la crise ne représentent que la pointe de l'iceberg», relève le porte-parole d'Eitka, «La pointe de l'iceberg c'est là où s'est produit l'accident. Mais en laissant le système inchangé, le gros de l'iceberg continue de flotter en dessous et le risque d'un nouvel accident reste bel et bien présent».

■ Nicolas Amen

Ne pas enterrer le projet bus-bunn

Georges Schummer, l'ingénieur qui a mis sur papier un projet de réseau ferroviaire souterrain pour la ville de Luxembourg (projet *bus-bunn*) a annoncé hier avoir finalisé une étude cinématique comparative avec le projet que préconise le gouvernement actuel et qui consiste en la construction de gares périphériques. Cette étude porte sur les temps de voyage et les capacités de transports des deux projets. Et sans surprise, l'ingénieur conclut que le système de trains souterrains apporterait une «réduction efficace des temps de voyage de l'ordre d'une demi-heure par voyage», une «augmentation des capacités de transports de l'ordre d'un facteur 4 à 5» et «un gain de confort». L'ingénieur a publié son étude sur le site www.bus-bunn.net. Une copie de celle-ci a d'ores et déjà été envoyée aux membres du gouvernement, aux députés et au conseil communal de la Ville de Luxembourg.

Politique de sécurité gouvernementale: l'avis du DP Davantage d'effectifs pour mieux assurer le volet préventif

Pour le DP une politique de sécurité efficace rime avec bien-être des citoyens. Mais, si le gouvernement se félicite des bons résultats obtenus en matière de lutte contre les délits et les crimes, le DP, fidèle à son approche critique envers la politique du CSV-LSAP, dresse un bilan bien plus négatif.

A commencer par une évolution globale de la délinquance qui enregistrerait, selon le DP, une hausse de 20 % entre 2001 et 2008.

Les mesures répressives sont certes là pour couper l'herbe sous les pieds aux délinquants. Le DP n'affirme pas le contraire. Mais à trop miser sur la répression, la dimension préventive passerait quelque peu à la trappe, estime le parti démocrate.

Parmi les griefs notés: la police manquerait de bras pour assurer cette prévention sur le terrain, souligne Armand Jaminet, candidat du DP dans la circonscription Est pour les élections législatives et faisant valoir son expérience

de commissaire de police. Pour preuve, il cite l'exemple du centre d'intervention de Grevenmacher qui ne peut recourir qu'à quatre agents par plage horaire. Ce serait insuffisant pour assurer les patrouilles dans un rayon de 31 communes, et intervenir en cas d'accident et de vol.

Au renforcement de 500 effectifs d'ici 2015, promis par le ministre de la Justice, Luc Frieden, le DP réplique, calcul à l'appui, que ce ne sera pas réalisable dans les délais avancés.

Et puis, le bât blesserait également au niveau de la gestion de la prison de Schmassig. Un établissement «surpeuplé et qui accueille des mineurs», a rappelé Xavier Bettel. Question prise en charge de personnes toxicomanes, le député démocrate note un manque criant de psychologues en prison et de streetworker pour prévenir et anticiper le volet criminel qui se greffe autour de la vente de drogue. Le DP plaide ainsi pour une légalisation de certains drogues. ■ BB

Préparatifs en vue du discours du Premier ministre sur l'état de la nation

Réunion au château de Semmingen



(Photos: Service information et presse du gouvernement)

Les membres du gouvernement CSV/LSAP étaient réunis hier au château de Semmingen pour pré-

parer la déclaration du Premier ministre, Jean-Claude Juncker, sur l'état de la nation. Le discours sur

la situation économique, sociale et financière du pays aura lieu le 21 avril à la Chambre des députés.